

Soixante ans d'activités scientifiques à Sciences Po

Depuis 1946, les activités scientifiques de Sciences Po peuvent être distinguées en cinq grandes périodes :

- 1946-1954 : les prémices d'une refondation
- 1954-1971 : une expansion rapide
- 1971-1980 : la consolidation
- 1981-1995 : de nouveaux projets
- 1996-2006 : «créativité, qualité et réactivité»

1946-1954 : les prémices d'une refondation

Les premiers responsables de la Fondation Nationale des Sciences Politiques (André Siegfried, Roger Seydoux, Jacques Chapsal, François Goguel, Jean Meynaud) oeuvrent pour qu'elle soit une institution vivante disposant de moyens propres. Ils obtiennent du gouvernement les ressources nécessaires pour que bibliothèque, publications, et centres d'études se développent ou soient créés. Ils assoient ainsi des bases solides pour cette refondation. Les créations successives des Instituts d'Etudes Politiques de Strasbourg (1945), Bordeaux (1948), Grenoble (1948), Lyon (1948), Toulouse (1948), Aix-en-Provence (1956), Lille (1991) et Rennes (1991) conduisent à la constitution d'un réseau, où la Fondation est présente, et qui innerve tout le territoire national.

Jean Meyriat fait des services de la documentation, qu'il dirigera jusqu'en 1990, l'un des principaux centres européens spécialisés dans les sciences sociales. Le centre de

documentation et le service des dossiers de presse traitent l'information et la diffusent en France comme à l'étranger. Des publications apparaissent : dès 1947, le *Bulletin analytique de documentation* est établi par la bibliothèque en collaboration avec d'autres institutions ainsi que *Les Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques* dont le premier s'intitule « Etudes de sociologie électorale ». En 1951, la *Revue française de science politique* dirigée par Jean Meynaud voit le jour.



(Fonds Sciences Po, Centre d'histoire, Archives contemporaines)

Entre 1948 et 1949, la Fondation prend une part décisive dans la création de l'Association Française de Science Politique et l'Association Internationale de Science Politique, comme elle le fera en 1970 avec le lancement de l'European Consortium for Political Research (ECPR).

Des centres d'études et de recherches préfigurent les futurs centres de recherche : le Centre d'étude des relations internationales avec Jean-Baptiste Duroselle, le Centre d'études scientifiques de la politique intérieure animé par François Goguel, le Centre de recherches administratives conduit par Henry Puget, le Centre d'études de l'URSS avec A Spoutnizky, le Centre d'études économiques créé par Jean Meynaud. Jean-Marcel Jeanneney constitue en 1952 le Service d'études de l'activité économique et sociale, qui succède à l'Institut de recherches économiques et sociales fondé par Charles Rist.

1954-1971 : une expansion rapide

Sous l'impulsion de Jacques Chapsal et de Jean Touchard, la Fondation profite pleinement du grand mouvement d'expansion universitaire qui commence à la fin des années 1950. Un nouvel immeuble, au 30 rue Saint-Guillaume, s'ajoute et des emplois sont créés en assez grand nombre dans les services de documentation, dans les services de recherche nouvellement mis en place et dans les services généraux.

Le CERI (alors Centre d'étude des relations internationales), dirigé par Jean-Baptiste Duroselle et Jean Meyriat, puis le CEVIPOF (Centre d'étude de la vie politique française contemporaine, aujourd'hui Centre de recherches politiques de Sciences Po), dirigé par François Goguel et Jean Touchard, sont créés. Leurs structures sont renforcées pendant les années 1956-1957. Leur démarrage a été rendu possible grâce au soutien des Fondations Rockefeller et Ford. De son côté, le CNRS décide de leur affecter des chercheurs et leur octroie, en 1967, le statut de

(Fonds Sciences Po, Centre d'histoire, Archives contemporaines)





laboratoires associés.

Les services de documentation se modernisent. Si en 1946, ils disposent de 70 000 volumes et reçoivent 340 périodiques courants, en 1971, ils en possèdent 400 000 et en perçoivent 4 000. Les services de documentation sont complétés par un service de publication créé par Louis Bodin.

Avec le soutien de Jacques Chapsal, Jean Touchard s'attache à la création du Cycle supérieur d'études politiques, qui constitue alors le premier Troisième cycle de ce type consacré aux sciences humaines et sociales en France. Les premiers directeurs d'études et de recherches permanents y sont Alfred Grosser et René Rémond.

1971-1980 : la consolidation

François Goguel succède à Pierre Renouvin comme président de la Fondation. La conjoncture budgétaire des universités est difficile : l'ensemble des crédits est gelé en valeur nominale jusqu'en 1981. Cependant, la Fondation parvient, à un rythme moins rapide qu'il n'était apparu souhaitable, à mettre en service de nouveaux locaux rue de la Chaise, rue des Saints-Pères et rue de Chevreuse. Dans ce contexte, elle assure l'affermissement de l'édifice existant.

Les centres de recherche se consolident et s'étendent. Les conventions signées avec les Instituts d'Etudes Politiques de Grenoble et de Bordeaux associant à la Fondation les principaux centres de ces instituts. Le CHEAM (Centre des Hautes Etudes sur l'Afrique et l'Asie Modernes) est rattaché à la Fondation en 1973.

Dans le domaine de l'histoire contemporaine, la création en 1972 du service des archives contemporaines s'inscrit dans la suite des grands colloques organisés à partir de 1965, à l'initiative de René Rémond.

Dans le secteur des publications, les Presses de la FNSP sont créées en 1975, sous la direction de Louis Bodin. Elles font partie des premières presses d'université apparues en France.

Le Troisième cycle d'études politiques est rattaché à l'IEP, qui obtient, en 1974, l'habilitation à délivrer des diplômes d'études approfondies (DEA) et des doctorats. D'autres troisièmes cycles sont lancés en sociologie, économie, démographie, études européennes, histoire contemporaine, ainsi que plusieurs DESS à vocation professionnelle (documentation, marketing, urbanisme, finances, emploi).





(Fonds Sciences Po, Centre d'Histoire, Archives contemporaines)

1981-1996 : de nouveaux projets

A partir de 1981, la Fondation bénéficie de concours plus importants de la part des pouvoirs publics et commence à développer ses ressources propres. En 1980, après Jacques Chapsal, Michel Gentot occupe la responsabilité d'administrateur de la Fondation. En 1987, Alain Lancelot lui succède. René Rémond est élu en 1981, président de la Fondation. Ils développent de nouveaux projets pour la recherche scientifique.

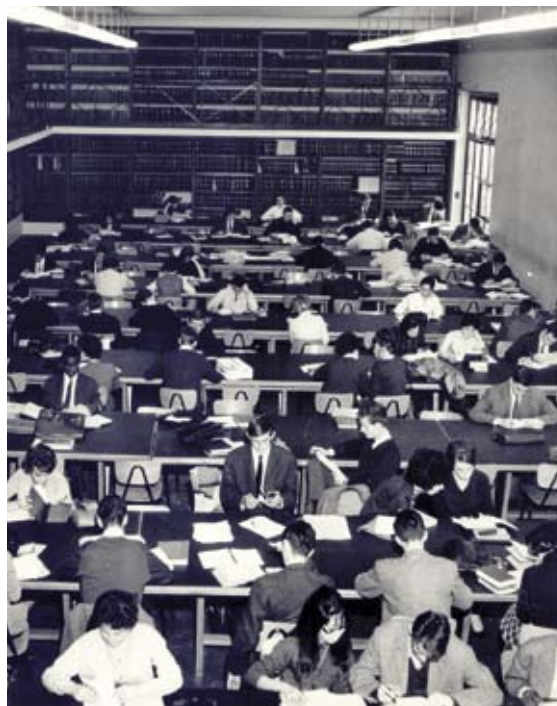
A l'automne 1980, la Fondation accepte la création en son sein de l'OFCE (Observatoire Français des Conjonctures Economiques), mis en place par Jean-Marcel Jeanneney à partir de 1981. Sous la direction de Pierre Milza, le CHEVS (Centre d'histoire de l'Europe du vingtième siècle) est créé en 1984. En cette même année, sous la direction d'Annick Percheron et d'Alain Lancelot, la Fondation et le CNRS lancent l'OIP (Observatoire Interrégional du Politique), puis, en 1988, l'OSC (Observatoire Sociologique du Changement), sous la direction d'Henri Mendras, et enfin, rattachent à la rue Saint-Guillaume, le LSCI (Laboratoire de Sociologie du Changement des Institutions), dirigé par Renaud Sainsaulieu.

En 1991, la création de la Direction scientifique menée par Serge Hurtig pose les bases d'une coordination de l'ensemble de la recherche. Les réformes de la scolarité introduites à l'initiative d'Alain Lancelot permettent de mieux assurer la participation des chercheurs aux activités d'enseignement.

En septembre 1995, le Centre européen est lancé et inaugure l'implication de Sciences Po dans les questions européennes et sa participation à des réseaux comme SOCRATES ou TEMPUS.

Les services de documentation s'informatisent réellement à partir de 1988 et connaissent un essor sans précédent.

(Fonds Sciences Po, Centre d'histoire, Archives contemporaines)



1996-2006 : «créativité, qualité et réactivité»¹

En avril 1996, Richard Descoings succède à Alain Lancelot comme directeur de l'IEP et administrateur de la Fondation. D'importantes réformes sont menées pour hisser Sciences Po à un haut niveau de reconnaissance internationale. Dès septembre 2000, la scolarité adopte le système 'LMD', des premiers cycles internationaux sont ouverts en région, les coopérations avec les universités étrangères atteignent le nombre de 265. Le nombre d'étudiants approche les 6 000. La démocratisation du recrutement des étudiants est lancée au moyen de Conventions d'Education Prioritaire.

Du côté de la recherche, Gérard Grunberg succède à Jean-Luc Domenach en tant que Directeur scientifique en janvier 2001. Plus que jamais, la recherche devient l'une des priorités de Sciences Po. Un effort très important se concrétise par une augmentation significative de son budget entre 1996 et 2004. Cette période est celle de nouveaux développements au sein des centres de recherche et de nouvelles dynamiques au sein des disciplines.

Le dispositif des centres de recherche est renforcé, en 1998, le Groupe d'Economie Mondiale est lancé. En 2001, le CSO rejoint Sciences Po. En décembre 2005, est créé le CDSP (Centre de Données Sociopolitiques de Sciences Po), dirigé par Alain Chenu et qui a pour mission fondamentale la documentation de la recherche. En janvier 2005, de nouvelles responsabilités sont confiées au Centre européen de Sciences Po qui devient le CEE (Centre d'Etudes Européennes) sous la direction de Renaud Dehousse. Le CEE est le centre pluridisciplinaire et de ressources sur les questions européennes qui permet à Sciences Po d'être

1. Selon les termes du Comité National d'Evaluation dans son rapport de septembre 2005 : « Ainsi, « créativité, qualité, et réactivité » pourraient être les maîtres-mots qualifiant l'IEP de Paris qui est, incontestablement, un établissement de renom dont la réputation n'est pas surfaite. » (p.11).



Nicolas Tavernier

intégré de manière remarquée dans les réseaux européens des PCRD (Programme Cadre de Recherche et Développement) de la Commission européenne.

Une impressionnante politique immobilière permet de fournir aux chercheurs des conditions de travail très favorables. L'Ecole doctorale occupe de nouveaux locaux au 199, boulevard Saint Germain. Le CERI quitte le 4 de la rue de Chevreuse en 2000 pour s'installer au 56 de la rue Jacob où le rejoindra le Centre d'histoire de Sciences Po quelques mois plus tard. Le CEVIPOF s'installe au 98, rue de l'Université après de nombreuses années au 9, rue de la Chaise.

La Bibliothèque de Sciences Po connaît un essor sans précédent, grâce à une imposante rénovation immobilière et une politique active d'acquisition menée par Joëlle Muller et poursuivie depuis mars 2004 par Michel Gardette. En 2005, la Bibliothèque compte un ensemble de 920 000 volumes d'ouvrages ou de titres périodiques reliés et couvre ainsi un large pan des sciences humaines et sociales.